



**PRÉFET
DE LA LOIRE-
ATLANTIQUE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction de la coordination des politiques
publiques et de l'appui territorial**

**ARRÊTÉ n° 2025/ICPE/146 portant
prescriptions complémentaires
Installations Classées pour la Protection de l'Environnement
Installations de production d'électricité utilisant l'énergie mécanique du vent**

Société PARC EOLIEN BUTTE NOIRE SAS à Jans

Le Préfet de Loire-Atlantique
Chevalier de la Légion d'Honneur
Officier de l'Ordre national du Mérite

Vu le Code de l'environnement, et notamment ses articles L.181-14, R.181-45 et R.181-46 ;

Vu l'arrêté ministériel du 26 août 2011 modifié, relatif aux installations de production d'électricité utilisant l'énergie mécanique du vent au sein d'une installation soumise à autorisation au titre de la rubrique 2980 de la nomenclature des installations classées ;

Vu l'arrêté du 23 avril 2018 modifié, relatif à la réalisation du balisage des obstacles à la navigation aérienne ;

Vu le protocole de suivi environnemental des parcs éoliens terrestres ;

Vu l'arrêté préfectoral 2020/ICPE/011 du 31 janvier 2020 autorisant la société PARC EOLIEN BUTTE NOIRE SAS, dont le siège social est situé 2030, chemin de Queyrel, 13 760 SAINT-CANNAT, à exploiter un parc éolien constitué de 4 aérogénérateurs d'une puissance maximale de 12 MW sur le territoire de la commune de Jans ;

Vu l'arrêté préfectoral complémentaire 2021/ICPE/298 du 18 novembre 2021 autorisant la société PARC EOLIEN BUTTE NOIRE SAS, dont le siège social est situé 2030, chemin de Queyrel, 13 760 SAINT-CANNAT, à exploiter un parc éolien constitué de 4 aérogénérateurs d'une puissance maximale de 12 MW sur le territoire de la commune de Jans ;

Vu la demande de modification notable portée à la connaissance du préfet par la société PARC EOLIEN BUTTE NOIRE SAS le 3 septembre 2024 concernant la modification du gabarit des aérogénérateurs ainsi que leur emplacement ;

Vu les pièces du dossier jointes à la demande visée ci-dessus ;

Vu le dossier complémentaire déposé le 6 décembre 2024, suite aux observations des services instructeurs sur le dossier initial ;

Vu l'avis de la Direction Générale de l'Aviation Civile en date du 24 octobre 2024 ;

Vu l'avis du ministre de la Défense, direction de la sécurité aéronautique de l'État, en date du 27 novembre 2024 ;

Vu les avis du 3 février 2025 de la direction départementale des territoires et de la mer de la Loire-Atlantique ;

Vu le rapport de l'inspection de l'environnement du 16 avril 2025 ;

Vu le projet d'arrêté porté à la connaissance de la société PARC EOLIEN BUTTE NOIRE SAS le 17 avril 2025 ;

Vu les observations sur ce projet d'arrêté présentées par le demandeur par courriel en date du 25 avril 2025 ;

Considérant que le projet, qui consiste au changement du modèle d'éolienne induisant une augmentation de gabarit ainsi qu'une modification de l'implantation des éoliennes :

- ne constitue pas une extension devant faire l'objet d'une nouvelle évaluation environnementale systématique ou suite à un examen au cas par cas en application du II de l'article R.122-2 ;
- n'atteint pas de seuil quantitatif ou de critère fixé par arrêté du ministre chargé de l'environnement ;
- n'est pas de nature à entraîner des dangers et inconvénients significatifs pour les intérêts mentionnés à l'article L.181-3 ;

Considérant que le projet de modification ne constitue pas, de ce fait, une modification substantielle de l'autorisation environnementale au sens de l'article R.181-46.I du Code de l'environnement ;

Considérant que le projet constitue une évolution notable au sens de l'alinéa II de l'article R.181-46 du Code de l'environnement et qu'il y a lieu de fixer des prescriptions complémentaires en application des dispositions de l'article R.181-45 du Code de l'environnement ;

Considérant que la nature et l'ampleur du projet de modification ne rendent pas nécessaires les consultations prévues par les articles R.181-18 et R.181-21 à R.181-32, ni la sollicitation de l'avis de la commission départementale de la nature des sites et des paysages ;

Considérant que le projet de modification ne remet pas en cause la protection des intérêts mentionnés aux articles L.511-1 et L.211-1 du Code de l'environnement, sous réserve du respect des prescriptions du présent arrêté ;

Sur proposition de Madame la Secrétaire générale de la préfecture de la Loire-Atlantique,

ARRÊTE

TITRE I. IDENTIFICATION DE LA MODIFICATION

CHAPITRE I.1. BÉNÉFICIAIRE ET PORTÉE DE LA MODIFICATION

Article I.1.1. Exploitant titulaire de l'autorisation

La société PARC EOLIEN BUTTE NOIRE SAS dont le siège social est situé 2030, chemin de Queyrelhier, 13 760 SAINT-CANNAT, est autorisée, sous réserve du respect des prescriptions du présent arrêté, à poursuivre l'exploitation, sur le territoire de la commune de Jans, des installations détaillées aux articles I.2.1 et I.2.2 du présent arrêté.

Article I.1.2. Prescriptions des actes antérieurs

Les prescriptions de l'arrêté préfectoral n°2020/ICPE/011 du 31 janvier 2020 complété par l'arrêté préfectoral n°2021/ICPE/298 du 18 novembre 2021, accordant à la société PARC EOLIEN BUTTE NOIRE SAS l'autorisation d'exploiter une installation de production d'électricité à partir de l'énergie mécanique du vent regroupant 4 aérogénérateurs sur la commune de Jans, restent applicables en tout ce qu'elles ne sont pas modifiées par celles du présent arrêté.

CHAPITRE I.2. MODIFICATION DES INSTALLATIONS

Article I.2.1. Liste des installations concernées au titre de la nomenclature des ICPE

L'article 6 de l'arrêté préfectoral n°2020/ICPE/011 du 31 janvier 2020 est remplacé par les dispositions suivantes :

Rubrique	Désignation des installations	Caractéristiques	Régime
2980-1	Installation terrestre de production d'électricité à partir de l'énergie mécanique du vent et regroupant un ou plusieurs aérogénérateurs 1. Comprenant au moins un aérogénérateur dont le mât a une hauteur supérieure ou égale à 50 m	Hauteur maximale en bout de pale : 200 m Hauteur maximale au moyeu : 125 m Diamètre maximal du rotor : 150 m Puissance totale installée en MW : 14,4 Nombre d'aérogénérateurs : 4	A

Article I.2.2. Situation de l'établissement

L'article 3 de l'arrêté préfectoral n°2020/ICPE/011 du 31 janvier 2020 est remplacé par les dispositions suivantes :

Les installations sont situées sur le territoire de la commune de Jans :

Installation	Coordonnées Lambert RCF 93		Altitude au sol (m)
	X	Y	
Aérogénérateur n° 1	352 936	6 736 202	43
Aérogénérateur n° 2	353 083	6 736 792	40
Aérogénérateur n° 3	353 440	6 737 247	36
Aérogénérateur n° 4	353 583	6 737 717	32
Poste de livraison	353 205	6 737 077	38

CHAPITRE I.3. PRESCRIPTIONS PARTICULIÈRES

Article I.3.1. Protection des chiroptères

L'article 8.2 de l'arrêté préfectoral n°2020/ICPE/011 du 31 janvier 2020 est remplacé par les dispositions suivantes :

Dès le début de l'exploitation du parc, l'exploitant met en place le bridage suivant : arrêt des quatre éoliennes du 1er mars au 30 novembre, en période nocturne sur la plage horaire comprise entre une heure avant le coucher du soleil et une heure après son lever, lorsque les conditions météorologiques nocturnes présentent à la fois une température, supérieure à 10 °C et un vent dont la vitesse à hauteur de nacelle est inférieure à 7,5 m/s et en l'absence de précipitation.

Toute modification de cette régulation doit être préalablement justifiée suivant les bilans des suivis de mortalité et d'activité indiqués ci-dessous.

Afin de vérifier le faible impact résiduel du parc et l'efficacité de la mesure précitée, l'exploitant met en place un suivi de mortalité réalisé conformément au protocole ministériel de suivi des parcs éoliens

terrestres en vigueur. Ce suivi se déroule de la semaine 12 à la semaine 43, à raison d'un passage hebdomadaire. Deux sessions de tests d'efficacité de l'observateur et de persistance des cadavres sont à réaliser sous chaque éolienne, l'une entre les mois d'avril et de juin et l'autre entre les mois d'août et d'octobre.

En vue de vérifier les paramètres de régulation précités ou de les optimiser, ce suivi de mortalité est associé aux suivis d'activité des chiroptères suivants, réalisés par un bureau d'étude expert en chiroptérologie :

- suivi en altitude réalisé par des enregistrements automatiques à hauteur de nacelle, en continu (depuis 1 h avant le coucher du soleil jusqu'à une 1 h après le lever du soleil), sur un cycle biologique complet, corrélés avec les données météorologiques correspondantes (vitesse de vent, température, précipitations) ;
- suivi au sol, réalisé concomitamment au suivi d'activité en altitude, à la fois par des enregistrements en continu et par des points d'écoute active.

Les protocoles de mise en place de ces suivis d'activité sont transmis pour validation à l'inspection des installations classées pour la protection de l'environnement, ainsi qu'à la direction départementale des territoires et de la mer de la Loire-Atlantique, au moins 3 mois avant le début des suivis.

À l'issue de ces suivis, dans le cas d'impact révélé lors de la première année de suivi, le bridage sera renforcé. En l'absence d'impact, une optimisation du bridage pourra être mise en place. Le bridage devra être adapté à l'activité constatée et couvrir a minima 90 % de l'activité de chaque espèce ou groupe d'espèces.

Toute modification de bridage entraînera la reconduction des suivis précités dès la mise en place du bridage modifié, afin de vérifier l'efficacité du nouveau paramétrage de régulation des éoliennes. Ces nouveaux suivis seront possiblement ciblés de façon pertinente sur les périodes de haute activité.

Chaque année de suivi fait l'objet d'un rapport d'étude qui est transmis à l'inspection des installations classées, ainsi qu'à la direction départementale des territoires et de la mer de La Loire-Atlantique. Ces rapports d'étude contiendront les résultats complets du suivi, les biais de l'étude et l'analyse des données. Ils sont conclusifs quant à la conformité ou non des résultats par rapport aux analyses de l'état initial.

Les suivis post-implantation pré-cités peuvent faire l'objet d'une tierce expertise sur décision de l'inspection des installations classées pour la protection de l'environnement. Ces suivis de mortalité et d'activité sont à débiter dans les 12 mois qui suivent la mise en service du parc éolien selon les modalités citées ci-dessus.

Le suivi post-implantation est effectué sur les trois premières années d'exploitation et renforcé au moins en première année. Ce renforcement se traduit par un nombre de passages accrus de deux passages par semaine entre les semaines 20 et 43.

Article I.3.2. Préservation et suivi des milieux

L'article 8.3 de l'arrêté préfectoral n°2020/ICPE/011 du 31 janvier 2020 est remplacé par les dispositions suivantes :

Les 345 m linéaires de haies arbustives détruites sont compensés par la replantation *a minima* d'un linéaire de 420 m de haies multi-strates comprenant des arbres à hauts jets et 730 m de haies arbustives, de fonctionnalité écologique équivalente (mêmes mélanges d'essences locales, même types de haies).

Un suivi des plantations de haies précitées est effectué sur 3 ans. L'exploitant doit souscrire ce suivi dans sa convention de gestion pour l'entretien des jeunes plants.

Un suivi de l'évolution des habitats est réalisé une fois au cours des trois premières années suivant la mise en service du parc éolien, puis tous les dix ans. La même méthode que celle utilisée lors de la réalisation de l'étude d'impact du dossier de demande d'autorisation environnementale est mise en application.

L'évacuation des eaux pluviales de ruissellement en pied de mât des éoliennes doit s'effectuer par infiltration à l'aide d'une tranchée drainante sur leur parcelle d'implantation, l'actuelle situation hydraulique des fonds inférieurs ne devant pas être détériorée.

Article I.3.3. Condition d'arrachage des haies

L'arrachage de haies supplémentaires, identifiées dans le porter à connaissance pour la modification de l'arrêté préfectoral autorisant l'exploitation d'un parc éolien, est soumis à la remise d'inventaires complémentaires faune flore printemps-été réalisés par un écologue et devant conclure à l'absence de dérogations au titre des espèces protégées.

Les rapports de suivi sont transmis à l'inspection des installations classées sous 1 mois à compter de la date de visite de l'écologue.

Article I.3.4. Condition de démarrage des travaux

Le démarrage des travaux, y compris les travaux préparatoires, est conditionné à la transmission aux services de l'État concernés des documents suivants :

- d'un plan de plantation des haies ;
- d'une coupe schématique présentant la structure des haies plantées (strates, essences, largeur...) ;
- de l'accord du ou des propriétaires fonciers pour la plantation des haies ;
- des inventaires complémentaires faune flore printemps-été réalisés par un écologue et devant conclure à l'absence de dérogations au titre des espèces protégées.

TITRE II. MODALITÉS D'EXÉCUTION, PUBLICITÉ ET VOIES DE RECOURS

CHAPITRE II.1. SANCTIONS

Faute pour l'exploitant ou son représentant de se conformer aux dispositions du présent arrêté, il pourra, indépendamment des sanctions pénales encourues, être fait application des sanctions administratives prévues par le Code de l'environnement.

CHAPITRE II.2. DÉLAIS ET VOIES DE RECOURS

Le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction.

Il peut être déféré auprès du Tribunal administratif de Nantes (6 allée de l'Île Gloriette – CS 24 111 – 44 041 NANTES cedex 1) :

1° par l'exploitant, dans un délai de deux mois à compter du jour où l'arrêté lui a été notifié ;

2° par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers pour les intérêts mentionnés à l'article L.181-3 dans un délai de deux mois à compter de :

- a) l'affichage en mairie dans les conditions prévues au 2° de l'article R.181-45 ;
- b) la publication du présent arrêté sur le site internet de la préfecture prévue au même article.

Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du premier jour d'affichage de l'arrêté.

La juridiction administrative compétente peut aussi être saisie par l'application Télérecours citoyens accessible à partir du site www.telerecours.fr.

En cas de recours contentieux des tiers intéressés à l'encontre du présent arrêté, l'auteur du recours est tenu, à peine d'irrecevabilité, de notifier celui-ci à l'auteur de la décision et au bénéficiaire de la décision. L'auteur d'un recours administratif est également tenu de le notifier au bénéficiaire de la décision à peine de non prorogation du délai de recours contentieux.

La notification prévue au précédent alinéa doit intervenir par lettre recommandée avec avis de réception, dans un délai de quinze jours francs à compter du dépôt du recours contentieux ou de la date d'envoi du recours administratif.

CHAPITRE II.3. PUBLICITÉ

Le présent arrêté est notifié à la société PARC EOLIEN BUTTE NOIRE SAS, publié sur le site internet de la Préfecture de la Loire-Atlantique et une copie est adressée au maire de la commune de Jans.

CHAPITRE II.4. EXÉCUTION

La secrétaire générale de la préfecture de la Loire-Atlantique, le sous-préfet de l'arrondissement de Châteaubriant-Ancenis, la directrice régionale de l'environnement de l'aménagement et du logement (DREAL) des Pays de la Loire, le Maire de la commune de Jans, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Châteaubriant-Ancenis, le 30 AVR. 2025

LE PRÉFET,
Pour le Préfet et par délégation,
Le sous-préfet de Châteaubriant-Ancenis,


Marc MAKHLOUF